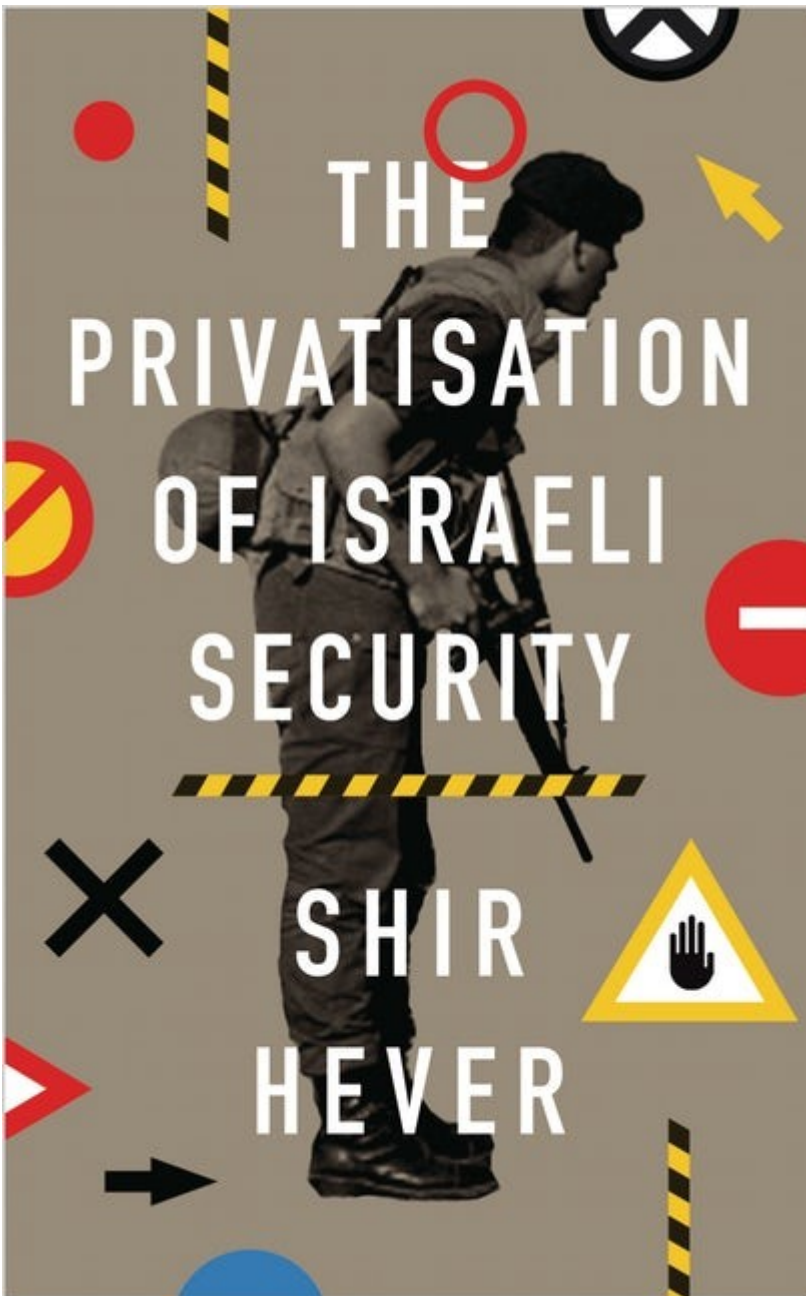




La sous-traitance de lâ??occupation

Description

Rod Such, 29 novembre 2018



La privatisation de la sécurité en Israël, de Shir Hever, Pluto Press (2017)

La privatisation de la sécurité en Israël de Shir Ever est une étude de l   mergence des sociétés privées de sécurité militaire qui a débuté dans les années 1990 en Israël et qui se poursuit   ce jour. Cette tendance a des implications pour l  avenir   la fois de l  occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza et pour le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions.

Chercheur en économie et auteur de *L   conomie politique de l  occupation israélienne* (2010), Hever s  appuie sur le travail du politologue israélien Neve Gordon, en particulier sur le livre de Gordon, *L  Occupation israélienne* (2008) et sur l  analyse

plus récente du complexe militaro-industriel d'Israël par l'anthropologue Jeff Halper dans son livre *Une guerre contre le peuple* (2015). À la différence de ces études, cependant, Hever est particulièrement centrée sur la privatisation.

Entre 1994 et 2006, cinq grandes entreprises militaires appartenant au gouvernement israélien ont été vendues à des investisseurs privés. Pendant la même période, des stratèges ont développé le concept de « noyau vs périphérie », par lequel ils envisageaient le maintien de la propriété gouvernementale sur des fonctions centrales de l'armée tout en externalisant des responsabilités considérées comme périphériques, telles que l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza.

Hever admet que sa conclusion la plus controversée est que la direction politique d'Israël a sous-traité l'occupation qui avait été une fonction centrale de l'armée israélienne, à l'Autorité Palestinienne, à la suite des accords d'Oslo de 1993. Il reconnaît qu'il est difficile de considérer l'AP comme une firme privée. De plus, il note que l'armée israélienne s'est opposée à l'origine à la sous-traitance de l'occupation à l'AP et qu'elle a tenté vigileusement de la discréditer comme alliée d'Israël dans la sécurité.

Des forces de substitution

Hever maintient que la création de l'armée du Sud Liban (SLA) en 1979, peu après l'invasion par Israël de 1978 et l'occupation subséquente du Sud Liban, a constitué la base de la décision ultérieure de « sous-traiter l'occupation » en Palestine. La SLA était, pour Israël, une force de substitution, conçue pour faire croire que la population libanaise soutenait l'occupation israélienne. Israël a entraîné, armé et payé en secret les soldats et les officiers de la SLA.

Bien que Hever note que la SLA n'était pas officiellement une société, elle était comme une firme privée de sécurité militaire, au sens où la plupart des soldats les moins gradés de la SLA étaient motivés par une opportunité d'emploi davantage que par l'idéologie.

La SLA a ouvert la voie à une seconde étape de l'externalisation de la sécurité de la part d'Israël, représentée par la création de l'AP comme partie des accords d'Oslo et de l'entente sur le fait de donner à l'AP le rôle limitatif du maintien de la sécurité dans quelques unes des plus grandes villes de Cisjordanie.

Hever reconnaît des différences substantielles entre la SLA et l'AP, notamment sur le manque de légitimité de la SLA au Liban. Israël n'a pas financé l'AP. Et Israël n'a pas non plus entraîné les forces de sécurité palestiniennes ; l'AP a ainsi bénéficié d'une certaine légitimité au sein des Palestiniens.

Pour autant, du fait de l'absence de souveraineté de l'AP, elle est inévitablement devenue un outil de l'occupation israélienne. L'argument de Hever est que c'était le but initial des leaders politiques israéliens.

L'armée israélienne a néanmoins approuvé cette décision politique et a assisté à se mettre de son autorité dans certaines villes de Cisjordanie. Malheureusement, Hever ne documente pas cette assertion sinon en citant une étude de Kobi Michaël dans *Le Militarisme et la société israélienne* (2010).

Menacé par l'externalisation, a critiqué Hever, l'armée israélienne a utilisé son autorité professionnelle et sa compétence pour produire des rapports de renseignements de manière à attaquer la légitimité de l'AP aux yeux du gouvernement israélien et a fait pression sur le gouvernement israélien pour qu'il autorise l'usage de la force létale contre les forces de l'AP.

Le résultat est que l'AP n'était pas complètement soumise aux intérêts israéliens, et que l'AP a poursuivi des politiques en conflit direct avec les intérêts israéliens, a critiqué Hever, citant les exemples de la persistance de l'AP dans sa demande de reconnaissance étatique par les Nations Unies et sa décision, en 2009, de soutenir le boycott des produits des colonies israéliennes.

Hever défend cependant l'idée que l'AP remplit toujours des fonctions de sécurité pour Israël en Cisjordanie. Et parce que l'AP manque à la fois de souveraineté et de responsabilité vis-à-vis du peuple palestinien, elle a fini par jouer un rôle de sous-traitant.

Ce rôle a été par moments explicite, comme lorsque les prisonniers politiques libérés par Israël se sont retrouvés prisonniers politiques de l'AP, ce qui a conduit de nombreux Palestiniens à voir cette organisation comme offrant des services d'incarcération au gouvernement occupant israélien.

L'occupation américano-israélienne

Dans son chapitre sur « La sous-traitance de l'occupation », Hever démontre que l'exemple le plus évident de privatisation de l'occupation est advenu quand Israël a passé des contrats à des compagnies privées pour tenir les checkpoints dans la « zone de jointure », dans les espaces contigus aux colonies illégales d'Israël ou sur la frontière de l'armistice de 1949 connue comme la Ligne Verte.

Bien que les checkpoints de Jérusalem continuent à être tenus par la police des frontières d'Israël et que les checkpoints temporaires sont connus aussi sous le nom de « checkpoints volants », continuent à être tenus par l'armée, la plupart des

checkpoints de la zone de jointure ont Ã©tÃ© privatisÃ©s.

La raison de cette privatisation, selon ce qu'avance Hever, est de faire un bouclier au gouvernement israÃ©lien pour le protÃ©ger de la critique de toute violation des droits humains commise aux checkpoints privatisÃ©s. Cet argument n'est cependant pas appuyÃ© sur des exemples.

Si l'objectif d'IsraÃ©l Ã©tait de dÃ©gager sa responsabilitÃ©, le but n'a pas Ã©tÃ© atteint. Nombre des meurtres les plus notoires de Palestiniens Ã des checkpoints sont toujours perpÃ©trÃ©s par des soldats et par la police des frontiÃ©res et ont Ã©tÃ© rendus publics par la surveillance de dÃ©fenseurs des droits humains.

Les militants BDS vont grandement bÃ©nÃ©ficier de l'information du chapitre Â« Les dimensions mondiales de la privatisation de la sÃ©curitÃ© en IsraÃ©l Â» qui comprend des Ã©tudes de cas dÃ©taillÃ©es sur les services de sÃ©curitÃ© privatisÃ©s offerts Ã IsraÃ©l par G4S et HP, deux sociÃ©tÃ©s boycottÃ©es par le mouvement.

De plus, Hever montre comment une aide militaire amÃ©ricaine accrue Ã IsraÃ©l a oeuvrÃ© comme un encouragement Ã la privatisation.

La tendance Ã la privatisation aux Ãtats Unis mÃªme, qui est devenue Ã©vidente lors de l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, a aussi influencÃ© les leaders israÃ©liens.

Comme les Ãtats Unis, oÃ¹ des personnages de l'armÃ©e et des services secrets prennent leur retraite et ensuite vont vers des postes lucratifs dans des compagnies de sÃ©curitÃ©, la crÃ©ation de telles sociÃ©tÃ©s a aidÃ© Ã l'enrichissement de dirigeants de l'armÃ©e israÃ©lienne qui ont Ã©galement commencÃ© Ã aller en grand nombre des organisations Ã©tatiques de sÃ©curitÃ© vers des compagnies de sÃ©curitÃ© privÃ©es Â», selon Hever.

La recherche de Hever pointe le besoin de plus de campagnes BDS ciblant ceux qui facilitent l'occupation et le financement amÃ©ricain qui enrichit tellement de gens dans ce qui, en fait, est l'occupation conjointe de la Palestine par les Ãtats Unis et IsraÃ©l. Pour des militants Ã la recherche de l'apparition de corporations qui profitent de l'occupation, le livre de Hever est une ressource importante.

Rod Such est un ancien Ã©diteur des encyclopÃ©dies World Book and Encarta. Il vit Ã Portland, Oregon, est actif dans la campagne Occupation-Free Portland.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date crÃ©Ã©e
2018/12/04